

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : **Middle East Council on Global Affairs**

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

La préservation de la sécurité des civils, sous toutes ses formes et à travers la planète entière, est un sujet qui touche particulièrement le Middle East Council on Global Affairs. En effet, nous pouvons relever que notre think tank se sert d'une approche technocratique et diplomatique pour participer à l'amélioration de la sécurité des civils. Le MECGA éclaire, conseille et met autour de la table différents acteurs pour régler ce fléau qu'est l'insécurité des civils plus précisément dans la zone du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Par exemple, nous organisons fréquemment des dialogues Track II avec médiateurs, responsables de sécurité et ex-militaires pour installer une réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans les États fragiles. Ce qui nous permet à la suite d'études comparatives, se composant de briefs inspirés d'expériences internationales (Bosnie, Sierra, Leone...), d'établir des adaptations locales et des recommandations techniques sur la formation des forces, le contrôle civique démocratique (parlement, société civile) et la démobilisation puis réhabilitation des milices. Notre but est de montrer aux gouvernements que la sécurité humaine est la priorité, pas seulement la stabilité du régime.

De plus, concernant les guerres tels que celle du Yémen, de Gaza ou encore de la Syrie, nous opérons à l'aide de publications ciblées c'est-à-dire à travers de notes publiques sur les droits internationaux humanitaires et ses violations (attaques sur écoles, hôpitaux et famine utilisée comme arme) dans chacune de ces guerres. Nous facilitons les dialogues entre acteurs humanitaires et représentants de groupes armés pour négocier des couloirs humanitaires ou des trêves locales. Nous luttons aussi contre la montée de Daech en Irak et en Syrie pour protéger les civils à travers des briefs reliant extrémisme violent à mauvaise gouvernance, chômage des jeunes et marginalisation. Nous mettons aussi en place des séminaires fermés et des discussions pour répondre aux enjeux de la cybersécurité, des guerres hybrides et de l'après-guerre.

Enfin le MECGA est concerné par la sécurité civile car nos trois programmes structurants se concentrent autour de la condition de la sécurité civile et du respect des droits humanitaires. Effectivement, on relève que le programme de politique étrangère s'occupe de l'analyse des tensions dans le golfe persique pour mieux prévenir des conflits et prévoir de potentiels dangers envers les civils ; ensuit il y a le programme « Conflits et sécurité » qui se centre autour des sujets déjà traité ci-dessus tels que les guerres hybrides, le terrorisme ou encore la protection des civils. Et pour finir le dernier programme : « Gouvernance et développement » est basé sur la lutte contre la corruption (qui mène a de mauvais gouvernement et donc à du terrorisme), la prise de défis économiques tels que le chômage chez les jeunes, l'amélioration de la santé publique avec le Doha Global South Health Policy Initiative.

2. Que propose votre think tank ?

Tout d'abord il faut noter que, dans le but de répondre aux besoins de sécurité des populations du monde entier, nous nous devons de partager chacun nos informations sur les domaines respectifs que nous couvrons et de façon totalement transparente. Nous proposons donc la création d'une unité internationale de traitement des informations pour la sécurité des civils (UIISC) qui sera totalement indépendante de l'ONU pour garantir une neutralité totale et une prise de décision efficace. Cette unité prendra donc connaissance des informations qui lui seront données par tous les experts ici présents voulant y participer pour garantir une meilleure gestion des droits internationaux humanitaires mais aussi de ces think tank suivants : Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), Centre for Security Studies (CSS), Libyan Center for Strategic Studies, Syrian Center for Policy Research pour avoir un maximum d'informations dans les zones de conflits. L'UIISC aura cependant l'obligation de partager des rapports et des conseils avec l'ONU sur la façon dont il faudrait résoudre telle ou telle situation en se basant sur les expertises des think tanks ci-dessus. Ainsi l'ONU pourra gagner un temps précieux sur la résolution des conflits dans le monde et aura déjà un modèle sur lequel se baser pour répondre aux droits humanitaires internationaux et ainsi protéger les civils.

Ensuite, concernant les guerres hybrides, qui nous le rappelons sont une forme de conflit qui combine moyens militaires et non-militaires pour déstabiliser un État ou influencer sa politique. Elle utilise des actions politiques, économiques, cyberattaques, sabotages, espionnage, désinformation, et parfois des sociétés militaires privées (des SMP comme le groupe Wagner), avec des impacts indirects sur la sécurité civile. Comme exemple d'impacts sur la sécurité civile, on peut noter : coupures électriques, destruction d'infrastructures essentielles ou encore pénuries alimentaires et pour ne rien faciliter, la distinction entre combattants et non-combattants devient floue rendant complexe l'application des droits internationaux humanitaires. En réponse à ces nombreux problèmes causés par les guerres hybrides, nous proposons d'installer un système de résilience des infrastructures essentielles qui visera à instaurer une certaine redondance (avec des sources alternatives d'électricité etc...), un durcissement physique des installations, une coordination des autorités civiles, militaires et humanitaires et enfin des solutions mobiles et flexibles : hôpitaux de campagne et station de purifications d'eau portables.

Concernant le terrorisme, le MECGA a déjà fait de nombreuses études concernant ce sujet où nous avons reliés extrémisme violent avec mauvaise gouvernance, chômage chez les jeunes et marginalisations des communautés. Ainsi, nous proposons de mener des politiques économiques éducatives pour améliorer le capital humain, ce qui ne pourra que bénéficier aux États qui agiront car le chômage chez les jeunes diminuera et participera à l'encouragement des enfants à poursuivre leurs études. Pour les États ne pouvant pas financer un tel projet, nous proposons d'établir un fond onusien où chaque pays participera à hauteur de 0.00005% et ce fond sera redistribué aux États en difficulté pour mener une telle politique. Pour ce qui des mauvaises gouvernances causées par la corruption nous proposons la création d'une agence anti-corruption internationale qui travaillera en parallèle avec d'autres agences luttant contre la corruption à des échelles locales, et qui aura l'appui de l'ONU pour exercer un pouvoir plus efficace sur les corruptions du monde entier, ce soutien se traduit par la coopération avec l'UNODC.

Enfin, le crime organisé ne doit pas être oublié car il s'attaque aux États fragiles les affaiblissant de manière encore plus grave en infiltrant les institutions pour les corrompre. Du fait de ses nombreuses activités illégales (trafic de drogues, armes, humains...) il expose les civils à des violences liées à ces trafics (guerres de gang etc...), du travail forcé et pertes économiques. C'est pourquoi, pour remédier à ce fléau, nous proposons, en plus de l'agence anti-corruption internationale, le renforcement des institutions avec la création d'une unité spéciale dédiées au démantèlement des réseaux pour prendre le problème à son origine. Pour renforcer cet aspect, nous pouvons installer un suivi financier

en coordination avec le GAFI pour surveiller les flux financiers suspects. Pour finaliser il faut à tout prix mettre en place un programme de résilience et de prévention se traduisant par des systèmes alternatifs pour réduire l'exposition des jeunes aux réseaux criminels (emploi jeunes, microcrédit) et bien entendu protection et réinsertion des victimes de travail forcé.